

Sur les origines de la crise libanaise contemporaine

par René Naba¹

Sur fond d'exaspération des crispations inter-communautaires chiites-sunnistes, accentuée par la piteuse pendaison de l'ancien président irakien Saddam Hussein, l'épreuve de force qui se déroule au Liban, avec en toile de fond l'enlèvement américain en Irak et israélien en palestinien, ainsi que la montée en puissance de l'Iran, vise à éradiquer l'esprit de résistance dans le monde arabe en vue d'une « finlandisation » de la zone, sa neutralisation, au profit de l'axe américano-israélien et de leurs alliés pétromonarchiques.

Dans le souci de s'assurer une couverture politique face aux pressions américaines contre l'Iran et la Syrie, le Hezbollah avait conclu un arrangement électoral tacite avec Walid Joumblatt, chef druze du parti socialiste progressiste, pour lui permettre de remporter la victoire dans la région montagneuse du Chouf dans la première consultation électorale qui a suivi le départ des syriens du Liban, en juin 2005. Le Hezbollah s'est abstenu en effet dans cette compétition là de soutenir son allié traditionnel l'Emir Talal Arslane, le rival druze de M Joumblatt.

Vainqueur par défaut des élections grâce à l'abstention du Hezbollah, propulsé chef effectif de la majorité parlementaire du fait de l'inexpérience politique de son allié, le milliardaire sunnite Saad Hariri, encouragé par ailleurs par les Américains et les Français qui voyaient en lui leur nouvel homme-lige, Joumblatt s'est vécu en chef d'état virtuel d'un état en apesanteur, un vizir à la place du grand vizir.

Une fois assuré de sa victoire, il a voulu faire plier les syriens par le biais de l'affaire Hariri faisant d'une pierre deux coups : venger l'assassinat de son père Kamal, dont il impute l'assassinat à Damas, et s'assurer dans le même temps la gratitude des pétromonarchies du golfe et la protection des Etats-unis à l'époque hyperpuissance invincible du Moyen-orient.

Les déboires militaires de l'Amérique en Irak, la résistivité des mouvements islamistes palestiniens face l'occupation israélienne, de même que le camouflet militaire infligé par le Hezbollah à Israël ont quelque peu modifié la donne et donner du tonus à l'opposition libanaise. Dans une démarche symétrique à celle empruntée à ses rivaux, l'opposition libanaise a voulu mettre à l'index le premier ministre Fouad Siniora, de la même façon que les anti-syriens, en fait les pro-américains, ont voulu mettre en quarantaine le Président de la République Emile Lahoud.

De sorte que désormais, il existe un divorce entre le pays légal, représenté par la majorité parlementaire, et le pays réel, constitué par les deux principales formations politiques de l'opposition largement majoritaires dans le pays au niveau de la base populaire. Le Hezbollah

¹ Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : — « Aux origines de la tragédie arabe » - Editions Bachari 2006. — "Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" - Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000). « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998).

est en effet la principale formation de la plus importante communauté libanaise, numériquement parlant, les chiïtes, et le général Michel Aoun, ancien chef du gouvernement libanais, est le grand vainqueur, du côté chrétien, de la consultation électorale de juin 2005 qui a suivi le départ des syriens du Liban.

De surcroît, le Hezbollah et le courant patriotique du général Michel Aoun ont ceci en commun qu'ils n'ont jamais porté les armes contre leurs compatriotes Libanais, ce qui leur donne un prestige certain et une plus grande crédibilité au sein de la population.

Le Hezbollah, fondé en 1982, s'est toujours préoccupé de la guérilla anti-israélienne et Aoun à l'exception du combat pour mettre au pas Samir Geagea en 1988, alors en rébellion contre l'autorité légale, n'a jamais dirigé ses armes, lorsqu'il était commandant en chef de l'armée, contre les musulmans ou la coalition palestinoprogressiste de l'époque. En contrepoint, l'alliance Hariri-Geagea-Gemayel-Joumblatt est à proprement parler l'alliance des anciens de chef de guerre et leur principal bailleur de fonds. Une alliance qui a déchiré le tissu social libanais avec leur guerre inter-factionnelle et grevé le redressement économique du pays avec une insupportable dette publique.

Un problème de cohérence intellectuelle et de crédibilité politique se pose pour Walid Joumblatt. Un des rares dirigeants arabes se réclamant du socialisme, il est l'allié du plus important milliardaire du pays, Rafic puis Saad Hariri. Poursuivant de sa vindicte la Syrie qu'il juge responsable de l'assassinat de son père, il accueille désormais à bras ouvert l'ordonnateur d'un attentat contre sa personne le chef du parti phalangiste, l'ancien président Amine Gémayel.

2) Tribunal international :

A) au niveau constitutionnel et politique :

Le Liban est une démocratie consensuelle. Le fait d'avoir fait passer en force le projet de constitution d'un tribunal international pour juger les assassins de Hariri a constitué une atteinte au pacte national, confirmé par l'accord inter-communautaire de TAEF (1989) qui stipule dans son premier article que les décisions qui engagement l'avenir du pays ne sauraient être prises sans l'assentiment des principales communautés libanaises.

Le projet de tribunal international a été entériné par le gouvernement, en l'absence de six ministres représentant la communauté chiite et du Président de la république, seule autorité habilitée à ratifier les traités internationaux. Ce projet, au regard du droit public interne libanais, est donc par son essence caduc et anti-constitutionnel.

B) au niveau diplomatique et géostratégique :

Alors que le Liban est sinistré par près de deux mois d'une guerre inégale contre Israël (Juillet-août 2006), la mise en avant du tribunal international est un moyen de pression contre la Syrie et ses alliés libanais en vue de les priver du bénéfice moral et diplomatique du camouflet infligé à Israël par le Hezbollah et ses alliés trans-communautaires libanais (parti communiste libanais, parti national social) . Il vise aussi à reléguer au second plan le problème de la responsabilité d'Israël dans la destruction du Liban et la complicité des Etats-Unis et dans un degré moindre de la France dans cette opération.

Ceux que l'on nomme « les anti-syriens » sont en fait des pro-américains et pro-français, qui comptent massivement sur l'aide occidentale et saoudienne pour se maintenir au pouvoir et préserver leurs privilèges. Samir Geagea qui a massacré, sous l'autorité de la famille Gemayel, la famille de Soleimane Frangié, le chef chrétien du nord du Liban, de même Amine Gemayel qui a mené une guerre sans répit contre les Druzes et fomenté un attentat contre Walid Joumblatt en personne, en 1984, ainsi que Walid Joumblatt qui a ordonné le massacre de plusieurs centaines de chrétiens dans la région montagneuse du chouf, sont à proprement parler des « criminels de guerre patentés ».

La proximité avec l'Occident ne doit pas conférer une honorabilité pas plus que la moindre immunité. Dans cette perspective, le martyrologue libanais est devenu un argument de brocante pour la survie d'une classe politique déconsidérée.

Sauf erreur ou omission de ma part, il n'y a jamais eu que je sache de tribunal international pour juger par exemple les auteurs de la disparition de Mehdi Ben Barka en France et Jacques Chirac a fait même du Maroc son lieu de villégiature préféré. Jamais non plus de tribunal international pour juger le président pro-américain Paul Kagame (Rwanda) qui passe pour avoir ordonné la destruction de l'avion du président Habariyama, encore moins de tribunal international pour juger les assassins du juge français Bernard Borel, alors que le président de Djibouti est toujours accueilli à bras ouvert par le président français Jacques Chirac.

Pas de tribunal non plus pour juger le tortionnaire chilien Augusto Pinochet, assassin de Salvadore Allende et ordonnateur du plan Condor, enterré avec les honneurs militaires. Aucun tribunal international non plus pour juger les auteurs de la disparition en 1978 en Libye, de l'Imam Moussa Sadr, chef de la communauté chiite du Liban, Est- ce par ce que la Libye est un pays pétrolier qui s'est rapproché des Occidentaux en dévoilant tout un pan de la coopération nucléaire arabe et musulman ?

La justice internationale ne saurait être sélective, de même que la prolifération nucléaire. La duplicité de la diplomatie occidentale est à l'origine de la grande suspicion que nourrissent les peuples arabes et musulmans à l'égard de la moindre initiative occidentale.

3) Rivalité sunnite-chiite.

Longtemps les chiites ont été considérés comme les meilleurs alliés de l'Amérique et d'Israël, notamment du temps du Chah d'Iran, alors que les sunnites, en leur qualité de fer de lance du combat nationaliste arabe, étaient perçus comme le véritable danger pour l'Occident.

Cela a été le cas du temps du président égyptien Gamal Nasser lorsque le sunnisme s'identifiait avec le nationalisme arabe au point que Nasser, puis Arafat ont été diabolisés en tant que « nouveaux Hitler » du monde contemporain, suscitant des « expéditions punitives » des pays occidentaux à leur égard (Suez 1956 contre Nasser), (1982 siège de Beyrouth contre Arafat par les Israéliens, puis mise en résidence surveillée du président démocratiquement élu de la Palestine en 2003. Ce qui est tout de même un comble qu'un « Prix Nobel de la Paix » soit maintenu en captivité avec la passivité des pays occidentaux et l'approbation tacite des Américains.

Les Etats arabes pro-américains (Egypte, Arabie saoudite, Jordanie, pétro-monarchies du Golfe) en cautionnant l'intervention américaine en Irak, ont été les principaux fossoyeurs du pouvoir sunnite en Irak et de la montée en puissance du chiisme.

Le Chiisme en Orient est en train de triompher non par sa supériorité intrinsèque, mais par la soumission des dirigeants sunnites gérontocrates des pays arabes, particulièrement ceux du golfe. Ce n'est pas un problème de religion, mais un problème d'éthique de gouvernement. En Palestine, le combat de libération contre l'occupation israélienne est mené exclusivement par des Sunnites que cela soit le Fatah ou le Hamas. Mais la différence entre ces deux formations sunnites n'est pas un problème d'intégrisme religieux mais d'intégrité politique

Au delà de leurs sensibilités culturelles ou religieuses, sunnites, chiïtes, maronites, libanais arabes ou kurdes, algériens ou marocains, habitants du Machreq ou du Maghreb doivent prendre conscience du fait qu'ils appartiennent à la même sphère géoculturelle, qui constitue avec l'Amérique latine, l'un des rares foyers de résistance à l'hégémonie américaine dans le monde.

Prendre conscience du fait qu'il existe davantage de complémentarité entre la population de l'ensemble arabe qu'entre un suédois et un portugais, par exemple, ou entre un pêcheur maltais et un plombier polonais.

4) Le problème de l'armement du Hezbollah

Les Etats-Unis se sont toujours opposés à la constitution d'une force aérienne et navale crédible tant du Liban que de la Palestine, les deux pays limitrophes d'Israël, afin d'accentuer la sécurisation de l'espace stratégique de l'état hébreu. L'occupation de l'Irak et les diverses tentatives visant à neutraliser la capacité nucléaire iranienne relève de cette même stratégie. Mais la démilitarisation relative de ces deux pays limitrophes d'Israël n'a pas pour autant entraîné une sanctuarisation de leur espace vital.

Bien au contraire, Israël a envahi à deux reprises le Liban, en 1978 et en 1982, puis partiellement en 2006, malgré la présence d'une force d'interposition dans la région frontalière libano-israélienne, la Finul, depuis 1978, et le territoire palestinien est soumis à un régime de couvre feu quasi-permanent, masquant une colonisation rampante de la Palestine avec la caution américaine et le silence complice des pays occidentaux.

L'armement balistique du Hezbollah constitue, dans cette perspective, une réplique à l'abdication étatique arabe, en même temps qu'une riposte asymétrique à la volonté de muselage israélo-américain.

Tant au niveau de la démocratie numérique, représentant la plus importante formation paramilitaire de la plus importante communauté libanaise, qu'au niveau de la démocratie patriotique, le Hezbollah, artisan de deux revers militaires israéliens, devrait occuper une place de choix non seulement dans l'imaginaire arabe, mais également dans le discours officiel arabe.

Il était honteux de lui demander des comptes. Il eut été plus judicieux de demander des comptes également à l'Arabie saoudite qui a instrumentalisé l'Islam, ou plutôt la forme la plus rétrograde de la religiosité, comme arme de combat politique contre le nationalisme arabe, des comptes aussi à la Libye qui a abdicé face au diktat américain sans coup férir, en une sorte de capitulation en rase campagne, alors que Kadhafi avait assourdi la planète pendant un quart de siècle de ses imprécations révolutionnaires anti américaines. La liste n'est pas limitative.

5) La France : Confier les rênes de la diplomatie française à un des auteurs de la loi sur le « rôle positif de la colonisation » exprime la déconnexion de la France des Affaires du tiers-monde

La posture gaullienne de Jacques Chirac tant célébrée par la presse française tant sur l'Irak que sur le Liban ne devrait pas faire illusion, elle a du mal à éviter son alignement atlantiste.

Loin d'augurer d'une nouvelle politique d'indépendance, elle s'est davantage apparentée à un combat d'arrière garde d'un pays en perte de vitesse dans son pré carré arabo-africain, alors que six des états africains les plus proches de la France en Afrique (Côte d'Ivoire, Centrafrique, Congo Brazzaville, République Démocratique du Congo, Gabon et Tchad) paraissent déstabilisés par une guerre civile larvée et que se poursuit sur le plan économique la mainmise des fonds de pension anglo-saxons sur les sociétés françaises cotées en bourse, quadruplant en sept ans leur acquisition, passant de 10 pour cent en 1985 à 43 pour cent en 2003 .

Les repentances furtives à répétition ne sauraient gommer un siècle d'incohérences et de gesticulation déclamatoire, pas plus que les « hommes providentiels » que la France s'est choisie parmi les dirigeants arabes (Saddam Hussein, Rafic Hariri) en guise de substitut à une politique destinée à camoufler une politique de conquête des marchés arabes : De Suez (Egypte) à Bir Zeit (Palestine) en passant par Alexandrette (Turquie), Dimona (Israël), Sétif (Algérie) et Bizerte (Tunisie), par ses alliances successives avec les principaux ennemis du monde arabe, d'abord la Turquie (1920-30), puis Israël (1950-60), puis son hostilité résolue au noyau dur du monde arabo-islamique dans les années 1980, via son alliance irakienne, la France se place, après les Etats-Unis, à égalité avec la Grande Bretagne, comme le deuxième pays cible des attentats anti-occidentaux depuis le dernier quart du XX^e siècle.

Que cela soit à Beyrouth avec l'ambassadeur Louis Del amarre, en 1981, et les 58 soldats du contingent français de la Force multinationale occidentale tués dans l'attentat du PC Drakkar (23 octobre 1983) ou l'universitaire Michel Seurat, ou encore à Karachi (Mai 2002) et au Yémen (Octobre 2002) ou enfin sur le sol national avec les 13 morts et les 250 blessés des 10 attentats de Paris (1985-86), le Général Rémy Audran, « Monsieur Irak » de la Direction Générale de l'Armement (DGA), les attentats de 1995-1996, sans parler du long feuilleton de la spirale infernale des otages français au Liban (1985-1988) et en Irak (2004-2005).

De sorte que la France paraîtrait désormais faire davantage partie du problème que de la solution des problèmes du monde arabe. Le fait de confier les rênes de la diplomatie française à un des auteurs de la loi sur le « rôle positif de la colonisation », M. Philippe Douste Blazy, à l'époque député de Toulouse (sud de la France), marque d'ailleurs la déconnexion de la France des affaires du tiers-monde.

6) La sortie de crise

Il est vain et illusoire de compartimenter les problèmes, de découpler le conflit d'Irak de celui de la Palestine ou du Liban. Les combats croisés menés par les gouvernements américains et ceux d'Israël dans la sphère arabo-musulmane relèvent d'une même intrication dont l'élément central demeure la revendication nationale palestinienne à un Etat viable, indépendant et souverain.

Il est tout aussi vain et illusoire de jouer la division des peuples dans l'adversité et de considérer comme « renégats » une fraction de la communauté arabe, le Hezbollah, pour cause de chiisme, alors même que dans l'histoire peu glorieuse du monde arabe contemporain ce parti aura inscrit de glorieux fait d'armes au palmarès arabe.

Il importe à l'Arabie saoudite, meilleur allié arabe des Etats-Unis et artisan de deux plans de paix arabe, de sortir de sa frilosité légendaire, son théâtre d'ombre, et de réclamer enfin à son ami américain la contrepartie de sa loyauté, de s'adresser à l'Iran, son rival pétrolier chiite, en vue de négocier les conditions d'un modus vivendi opératoire aussi bien en Irak, qu'au Liban que dans le Golfe visant à une stabilisation de la sphère arabo-musulmane, prélude à des efforts conjugués vers la promotion d'un règlement d'ensemble des problèmes régionaux, en tête desquels le problème palestinien.

Les gouvernements arabes ont dépensé mille cinq cent milliards de dollars dans le domaine de l'armement au cours du dernier quart du vingtième siècle sans se doter de la capacité spatiale ni d'une capacité de projection de force. Plutôt que d'ameuter la planète de leurs jérémiades, ils seraient avisés de se doter d'une capacité de se créer le respect de leur peuple et des autres pays du monde.

15 Février 2007